

# Le Grand-Cherbourg relancé

Le député Bernard Cazeneuve considère que la prochaine réforme des collectivités locales, suite au rapport Balladur, incite à rouvrir le dossier fusion de communes, l'Etat pourrait en effet augmenter sa dotation de 10 %. Le député de Cherbourg promet de miser sur la concertation,

Officiellement, le sujet n'est pas encore d'actualité mais il pourrait le devenir rapidement. On sait que le gouvernement veut s'appuyer sur le rapport Balladur pour engager une réforme des collectivités locales. Dans le cadre des décisions qui pourraient être prises dès le début de l'année prochaine lorsque le projet de loi sera examiné à l'Assemblée nationale, une concertation très

## Rechercher un consensus le plus large

La fusion peut se révéler alléchante, si les propositions émanant du rapport Balladur apparaissent sur le projet de loi. « A priori, le texte proposera la transformation des communes urbaines en villes du type Paris, Lyon, Marseille. Dans l'agglomération, chaque commune pourrait devenir arrondissement et conserver ainsi son autonomie. Une telle fusion engendrerait une augmentation de la dotation globale de fonctionnement de 10 %. Cela représente une somme considérable dans un contexte particulièrement difficile pour l'ensemble des collectivités locales » reconnaît Bernard Cazeneuve, qui se dit prêt à examiner le texte dès qu'il sera publié. « Il y aura peut-être une opportunité de modification du territoire à saisir. Ne pas le faire pourrait alors s'apparenter à une action visant à briser l'unité du territoire. »

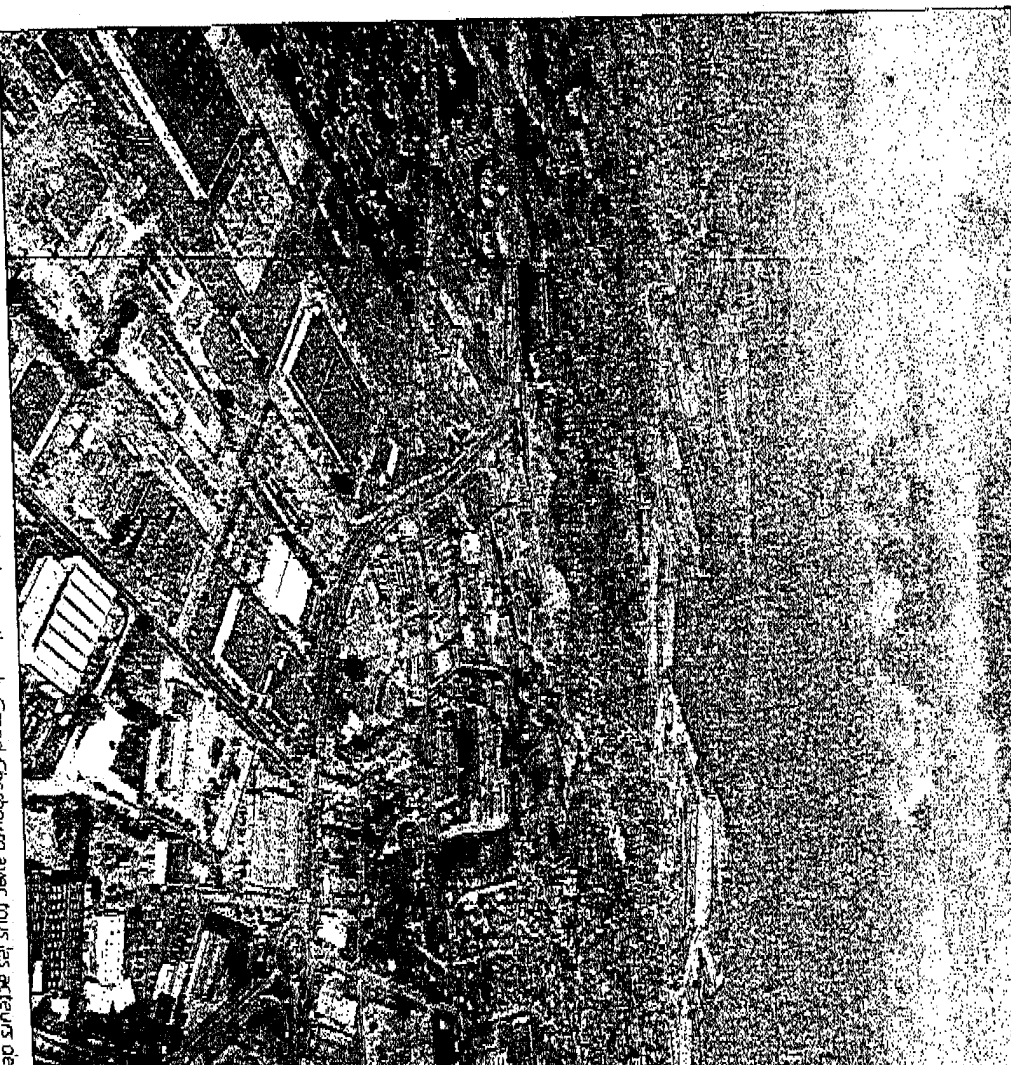
En clair, une fusion des cinq communes de la communauté urbaine, sur le modèle parisien, avec cinq arrondissements ayant chacun leur autonomie, pourrait être préconisée. Une hypothèse que le maire de Cherbourg-Octeville se dit prêt à examiner. « Dans ce dossier comme dans d'autres, il nous faudra être sur la même longueur d'onde avec tous nos partenaires. Nous avons su faire la fusion de Cherbourg et d'Octeville, mais nous sommes également parvenus ensemble à élargir le Scot à l'ensemble du Cotentin et à mettre en place le syndicat mixte. Si la communauté urbaine doit évoluer,

que le souhaite, par-dessus tout, c'est de voir cette agglomération se développer. Pour y parvenir, je suis prêt à aller très loin » poursuit le député-maire qui pourrait, si cela s'avérait nécessaire, abandonner son poste à la tête de la ville.

En attendant, Bernard Cazeneuve va attendre de connaître le texte de loi. Avant d'agir. « Si le projet de loi est conforme aux propositions faites par Edouard Balladur, j'envisage d'engager dans la foulée la concertation. Nous n'aurons pas de temps à perdre » complète le premier magistrat qui n'évoque pas, pour le moment, une éventuelle consultation populaire.

« Il est beaucoup trop tôt pour répondre à cette question. De toute façon, dans ce dossier, nous prendrions une décision collective. » Rappêtons que la question du Grand-Cherbourg avait déjà été posée au début des années quatre-vingt-dix. Après plusieurs années d'un débat trop souvent passionnel, les élus avaient imaginé une fusion s'inspirant de la fameuse loi PLM (Paris, Lyon, Marseille). A l'époque, ils n'avaient pas obtenu satisfaction de la part des pouvoirs publics. Lors de la consultation des habitants, il leur avait été proposé la fusion simple. Une hypothèse qu'avaient rejetées assez massivement les communes de La Glacette, Equeurdéville, Tourfaveille et Querqueville.

Hubert LEMONNIER



Bernard Cazeneuve a l'intention d'évoquer la question du Grand-Cherbourg avec tous les acteurs de

# Les autres dossiers sur le bureau du député

Le train à grande vitesse, l'avant d'Aréva, la commission d'enquête à propos de l'attentat de Karachi. Autant de dossiers importants sur le

Photo: Hubert Lemonnier - Agence France Presse

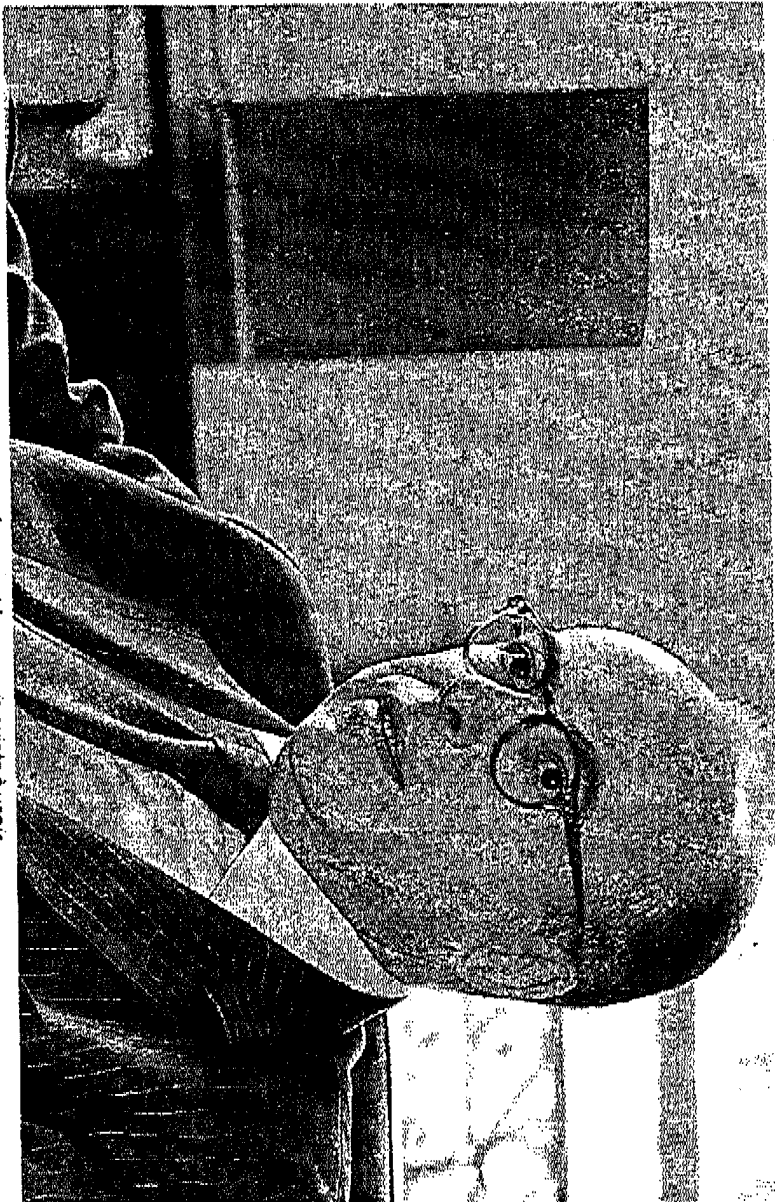
# Réforme des collectivités ? Une opportunité

Bernard Cazeneuve fait sa rentrée parlementaire : les trains, la crise du lait, l'avenir d'Arveva, Karachi... et la réforme des collectivités locales pour moderniser l'agglomération.

**Réforme des collectivités locales.** Pour Bernard Cazeneuve, elle est souhaitable. Mais pas n'importe comment. « La nouvelle loi offre une opportunité de modernisation du territoire. » Opportunité que le député-maire entend bien saisir dès la sortie du texte début 2010. Une des propositions du comité de réforme vise à permettre aux intercommunalités de se transformer en communes nouvelles en redéployant, en leur faveur, les aides à l'intégration des communes. « Le gouvernement prévoit l'abandon de 10 % de la dotation globale de fonctionnement ». De là à repartir du Grand Cherbourg, il n'y a qu'un pas... que ne franchit pas encore Bernard Cazeneuve. « Je ne ferai rien sans mandat des élus ». Mais le débat aura bien lieu.

**Le trafic ferroviaire.** « La direction générale de la SNCF se moque du monde ! » Bernard Cazeneuve se joint à la colère des élus bas-normands et salue la détermination de Laurent Beauvais dans une démarche rassurante. « Nous devons maintenir la pression. L'objectif est de relier Caen-Cherbourg au réseau grande vitesse. » Le secrétaire d'Etat chargé des Transports a confirmé la mise en place d'un comité de pilotage pour un calendrier du dispositif de financement.

**Crise du lait.** « Nous sommes dans une crise de surproduction. La plupart des pays de l'Union européenne sont résolus à remettre en cause la politique des quotas. Pas de politique, j'interviendrais le lendemain à l'Assemblée sur ce sujet. » Le député-maire souligne les



Bernard Cazeneuve fait sa rentrée parlementaire en évoquant les grands sujets à venir.

fortes disparités entre les petites et moyennes exploitations et celles privilégiées l'agriculture intensive. « Mais toutes ont un point commun : la désespérance. » Il ajoute : « Le risque de disparition du nombre d'exploitations en Basse-Normandie peut aller jusqu'à 800. » Bernard Cazeneuve, qui souhaite instaurer une « solidarité entre les villes et les campagnes », demandera aux producteurs ce lait de venir expliquer leur métier aux enfants, dans les cantines scolaires.

Arveva. « C'est une vraie

préoccupation. Le choix de vendre la branche Transmission et Distribution d'Arveva (Arveva T & D) est une erreur. Au début des années 2000, on a mis en place un groupe intégré, qui va de l'extraction d'uranium au traitement des déchets nucléaires. Cette cohérence industrielle est la grande force du premier constructeur nucléaire mondial. » Le besoin de recapitalisation d'Arveva est de 5 milliards d'euros. « On a bien trouvé 360 milliards d'euros de garantie pour le réseau bancaire ! »

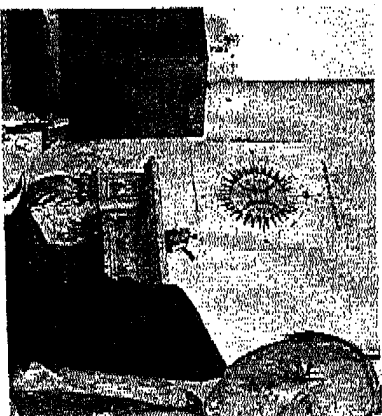
**Attentat de Karachi.** Bernard Cazeneuve annonce que la commission de la Défense vient « enfin d'accepter à l'unanimité la création d'une commission d'enquête début octobre ». Il posera sa candidature pour en être le rapporteur. « Il ne s'agit pas d'engager des règlements de compte, notamment politiques. Les familles, que j'ai rencontrées, veulent la vérité. » L'enquête judiciaire poursuit son cours.

Sabrina ROUILLE

## Le sénateur Godefroy

Jean-Pierre Godefroy (PS) veut se b... sociale, des retraites et de la formati

**Le trou de la Sécu.** « De 10,3 milliards d'euros toutes branches confondues, en 2008, on estime que le déficit 2009 va se situer autour du double et on parle de trente milliards en 2010. » Le sénateur Jean-Pierre Godefroy veut alarmer l'opinion devant l'augmentation d'un déficit aggravé par la crise. « Il vient des banques. Il faut augmenter le chômage et baisser les cotisations. » La solution préconisée par le gouvernement, qui consiste à augmenter le forfait hospitalier à 20 €, le « scandalise. C'est énorme quand on gagne le Smig », constate-t-il. De plus, cela rapporterait « que 320 millions ». Il souligne qu'un état des lieux soit réalisé et demande le relèvement des taxes sur les stock-options et les retraites chapeau. Pour retrouver l'équilibre, il serait aussi souhaitable de faire des économies sur certains médicaments ou cures. « Sinon le système est mort et derrière c'est l'émergence des



« On est dans l'impasse », déclare le sénateur de l'avenir de la Sécurité sociale

## Le Victor-Hugo bloqué

Surtout, la responsabilité de ce...  
tin et à mettre en place le  
syndicat mixte. Si la commu-  
nauté urbaine doit évoluer,

Pour aménager le montant  
des amendements le montant  
voulu. Je suis là pour ras-  
sembler et non diviser. Ce

Equateurville, Tourville et  
Querqueville.  
Hubert LEMONNIER

Bernard Cazeneuve a l'intention d'étudier la question du Grand-Cherbourg avec tous les acteurs de l'

# Les autres dossiers sur le bureau du député

Le train à grande vitesse, l'avenir d'Areva, la commission d'enquête à propos de l'attentat de Karachi... Autant de dossiers importants sur le

## Un TGV avant 2020

Bernard Cazeneuve est en colère contre la SNCF. La direction considère la Basse-Normandie comme une réserve indienne. Si tel n'était pas le cas, elle ne fournirait pas du matériel défectueux principalement sur la ligne Paris Granville, où les motrices tombent en

panne par manque de carburant, et nous aurions aujourd'hui notre TGV. Si des modifications ont été apportées ces dernières années avec la modernisation du train Corail entre Paris et Cherbourg, c'est loin d'être suffisant.  
« Nous avons besoin d'une ligne de train à grande vi-



La SNCF nous prend pour une réserve indienne.

tesse. Tous les élus bas-nor-

mands la demandent à corps et à cri depuis des années. Nous attendons beaucoup de la mission qui vient d'être confiée par Dominique Buisson à Jean-Pierre Dupont, qui prend la présidence du futur comité de pilotage » estime Bernard Cazeneuve qui veut maintenant aller très vite.

« La confite va être mise en place en début d'année prochaine. Le TGV Paris-Caen-Cherbourg doit devenir une réalité au même titre que le Paris-Rouen-Le Havre. Pour nous, il est clair que la projet d'une desserte par TGV doit devenir une réalité à l'horizon 2015/2020. »

## L'avenir d'Areva en question

« Je suis très préoccupé par l'évolution de cette entreprise » avoue Bernard Cazeneuve, qui a remporté, il y a quelques semaines, les rapprisentants syndicaux du groupe et plusieurs dirigeants. « Tout avait été fait pour qu'Areva réalise toutes ses activités,

de l'extraction de l'uranium au retraitement en passant par la distribution d'énergie, au sein d'un même groupe qui n'en était que plus fort.

Aujourd'hui, Areva annonce qu'il veut augmenter son capital et qu'il a besoin de cinq milliards » explique le député. Le groupe compte plusieurs dizaines de milliers de salariés. Mais l'Etat n'apporte pas les garanties auprès des banques. « Ce même gouvernement n'a pas hésité, en d'autres temps, à réinjecter 369 millions d'euros dans le réseau bancaire. »

« Plutôt que d'accompagner Areva, le gouvernement a préféré la vente d'une partie de ses activités T & D, comme par hasard la production. Cela pose un problème de politique industrielle majeure. Nous avons interpellé à ce sujet Christine Lagarde, qui n'a pas soutenu nos demandes. Je compte ces jours-ci poser une question lors d'une séance à l'Assemblée nationale et je souhaite aussi ob-

tenir enfin un rendez-vous auprès du ministre des Finances afin que l'on puisse éclaircir la situation. »

## Savoir ce qui s'est passé à Karachi

« Savoir ce qui s'est passé à Karachi est, pour moi, l'une de mes priorités. Je me suis battu pour qu'une commission d'enquête voie le jour. Finalement, elle sera créée en octobre prochain. Je demanderai à en être le rapporteur. »

Sur ce dossier, Bernard Cazeneuve veut aller au bout. « Nous ne mettrons pas une cause par principe, mais nous devons tout faire pour connaître la vérité. Nous envisageons multiplier les auditions. Nous procéderons à toutes les vérifications avec une rigueur notariale. Nous ne sommes pas là pour nous substituer à la justice mais pour comprendre ce qui s'est réellement passé. »

Propos recueillis par Hubert LEMONNIER



Bernard Cazeneuve veut que toute la lumière soit faite sur les personnes, dont onze Français, le 8 mai 2002

## FAITS DIVERS

# Macabre découverte à Barneville-Carteret

Le corps d'un homme de 52 ans a été retrouvé pendu hier à son domicile de Barneville-Carteret par les sapeurs-pompiers qui venaient y éteindre un incendie.

## Ivre, il percute un palmier

Samedi, vers 5h50, un Iraken âgé de 29 ans demeurant à Cherbourg, a perdu le contrôle de la voiture qui appartenait à son passager, également Iraken et coincé aussi à Cherbourg. Le véhicule a percé un palmier et est coincé également le massif qui le supportait. Le conducteur

## Il dé

jet d'une procédure pour conduite sous l'emprise d'un état alcoolique et délaur de maîtrise, il a été placé en garde à vue.  
Le véhicule gravement endommagé, a été pris en charge par le garage de peritance, il sera, pourvu, sous la forme d'une compensation sur

Diman de 18 a avec qu interpellé s'écia s'écia s'écia coups d'

4 systèmes autonomes...  
Chebourg Manche  
services Formation  
14 h 30. Ouvert à tous  
1. ambassadeur de la  
32.33.44.33.48 ou par

qui en dépendent est qu'on ne  
l'attend pas ! », dit Pascal  
Férey, alors que la courrier au  
second tour « un appel à  
l'union de tous les décideurs,  
politiques et syndicaux, au  
nom du département. La  
crise frappe durement toutes  
les familles de la Manche. Il  
est temps que nous nous  
réunissions tous pour sauver  
l'agriculture de notre départe-  
tement ». « S'il n'appelle pas  
à la greve, ces gens qui la

font le court-circuit pour nous  
leur assure Pascal Férey qui  
souhaite ajouter ses forces à  
celles de nos collègues  
d'autres départements  
Saint-Hilaire-du-Haroult, cars  
la nuit de vendredi à samedi,  
Pascal Férey explique qu'en  
parallèle « nous allons de-  
mander à tous nos représen-  
tants locaux de démarcher  
les banques pour leur de-  
mander ce qu'ils comptent  
faire pour nous », tout en réin-  
sistant auprès de l'Etat pour  
mettre en place l'année  
blanche consistant « à ne pas  
remboursar de capital sur les  
emprunts pour l'année en

d'un pays à un autre...  
l'Europe, « vous exigeons  
également que le ministre  
de l'Agriculture revoye sa  
copie ». « Certains à Paris ont  
décidé du suicide écono-  
mique des producteurs de  
lait français ! », martèle le  
président.  
Jugeant que les différentes  
mesures déjà applicables sont  
« nettement insuffisantes », le  
syndicat demande aussi un  
doublement du plafond du dis-

Les aides de l'Etat  
associés simple et doublement  
du paiement ; la reconduction  
d'un dispositif de préférences  
pour les exploitants de plus de  
55 ans qui souhaiteraient partir  
pour des raisons de santé ou  
économiques ; l'extension des  
délais pour la réalisation des  
travaux de mise aux normes ;  
l'extension du remboursement  
de la TIPP ; un moratoire sur le  
paiement de la redéevance éle-  
vage ; un dégrèvement fiscal



Pascal Férey, accompagné d'Henri Méria, a appelé hier à l'union des  
départements politiques et syndicaux du département, et annoncé l'envoi  
d'une lettre ouverte au président de la République.

# Le soutien des consommateurs

En camioing à Barnaville-  
Cartier, Huguette et son  
époux viagent de tours : « Je  
suis d'accord avec eux, ce  
n'est pas normal de ne pas  
vivre de son travail. Il y a un  
gros problème. Le lait est à  
la base de beaucoup de  
choses pourant ». Fabienne,  
mère de quatre enfants, est  
venue se ravitailler : « On est  
là pour les soutenir. J'espère  
qu'ils arriveront à quelque  
chose ». Jean-Paul : « Je  
suis d'accord avec eux.  
C'est toujours les mêmes

qui se gavent : les Intermé-  
diaires ! ».  
Deux Belges en vacances  
en Normandie, Roger et  
Hélène, sont venus dialoguer  
avec les producteurs,  
conscients du problème que  
leurs compatriotes connais-  
sent aussi : « On donne trop  
peu d'argent aux fermiers.  
Quand on voit ce que les fer-  
miers reçoivent et ce qu'on  
paie dans les magasins, ce  
n'est pas normal ». Céline,  
mère de famille et mariée à un  
chauffeur laitier, est également

solidaire du mouvement : « Il  
faut soutenir ces gens-là. Ils  
ne connaissent pas les jours  
férés, les "grasses mat",  
J'espère que'ils vont arriver.  
Il faut qu'ils continuent. Les  
routiers y ont bien réussi,  
alors pourquoi pas eux ? ».  
Rita, une Allemande en  
vacances, témoigne : « C'est  
très bien, il faut qu'ils se dé-  
tendent. Je leur souhaite  
beaucoup de succès même  
si je n'ai pas beaucoup d'es-  
poir. C'est l'argent qui a le  
pouvoir, et l'argent, c'est les  
grandes entreprises. J'ai vu  
ce que cela a donné en Alle-  
magne. Mais il faut quand  
même qu'ils se battent ! ».



Un ancien agriculteur du  
Maine-et-Loire appose sa  
signature sur le livre d'or.  
ses deux enfants dans la  
tréfilerie : « J'ai un fils qui vient  
d'arrêter à 57 ans. Ma petite-  
fille a 34 ans et m'a dit  
récemment "Si ça continue  
comme cela, on ne pourra  
pas tenir". J'ai l'impression  
que les gens de la ville ne se  
rendent pas compte. Par  
exemple, on vient de se  
payer un thé à 2,20 €. Vous  
vous rendez compte ? Un  
agriculteur qui veut se le  
payer, il faut qu'il vende dix  
litres de lait ! C'est une  
honte ».

# Cazeneuve : « Que les parlementaires parlent d'une même voix »

« Nous assistons aux  
conséquences de la déré-  
glementation du marché.  
Lorsque la production lai-  
tière n'est pas contrôlée,  
via les quotas, on se re-  
trouve avec des excédents  
considérables en Europe.  
On estime à 350.000 tonnes  
l'excédent de beurre, par  
exemple », explique Bernard  
Cazeneuve, qui plaide pour  
une meilleure régulation du  
marché. « Il faut mettre en  
place de nouveaux outils  
qui garantiraient prix aux  
producteurs. Les quotas  
sont indispensables et  
nous devons nous opposer  
aux pays qui veulent les  
supprimer parce qu'ils les  
considèrent inefficaces. Les  
libéraux, en Europe, pen-  
sent que seuls les plus forts  
s'en sortiront. Ce n'est pas

la vision des choses », tient  
à préciser le député, qui est  
conscient de la désespérance  
dans laquelle est plongée  
aujourd'hui le monde rural.  
« Si rien n'est fait, plus de  
huit cents exploitations dis-  
paraîtront en Basse-Nor-  
mandie et avec elles des  
centaines d'emplois. Nous  
devons tous nous mobiliser  
pour sauver les producteurs  
de lait. J'en appelle à tous  
les parlementaires. Quelles  
que soient nos divergences  
politiques, nous devons être  
unis et faire front aux côtés  
des agriculteurs », poursuit  
Bernard Cazeneuve, qui a  
également demandé à des  
producteurs de venir dans les  
cathédrales du midi afin d'expli-  
quer aux enfants le métier  
d'agriculteur et les vertus du  
lait.

1. le jeudi 17 septembre  
tir de 21 h. 1 € l'entrée.  
1984  
à l'initiative annuelle à la  
re. Repas sériel, notre  
partie. De plus, notre  
I sera présent et se fera  
entretenir sur les aides  
l'omino.

in concert le samedi  
théâtre. Réservation au  
17 h 30 à 19 h 30 et la

17 h 30 à 19 h 30 et la

17 h 30 à 19 h 30 et la

17 h 30 à 19 h 30 et la

17 h 30 à 19 h 30 et la



Hilaire et Roger, deux touristes belges de passage à Sainte-Mère.

Hilaire et Roger, deux touristes belges de passage à Sainte-Mère.

Hilaire et Roger, deux touristes belges de passage à Sainte-Mère.